GV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -

14 8 - 1986

Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L.17.485/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 5 août 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... "portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et de l'enseignement supérieur organisés par l'Etat, des internats d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire subventionnés par l'Etat et portant création et subventionnement des internats autonomes et des homes d'accueil", a donné le 7 août 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 augustus 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... "houdende rationalisatie en programmatie van de door de Staat georganiseerde internaten van het gewoon basis- en secundair onderwijs en het hoger onderwijs, van de door de Staat gesubsidieerde internaten van het gewoon basis- en secundair onderwijs en tot oprichting en subsidiëring van de autonome internaten en tehuizen", heeft op 7 augustus 1986 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté en projet se donne comme base légale, selon son préambule, la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et notamment les articles 1er, 2°, b et c, et 3, § 2. L'article 3, § 2, n'est évidemment invoqué que pour justifier l'omission de consultations préalables éventuellement prescrites par des dispositions légales ou réglementaires.

L'article 1er, 2°, b et c, de la loi ne fait pas expressément mention de mesures à prendre en matière d'enseignement. Les mesures prévues au chapitre Ier du projet entrent cependant dans les limites fixées par cette disposition légale. La réforme essentielle inscrite dans le chapitre Ier consiste à porter de vingt et un à trente le nombre minimum de pensionnaires nécessaire pour qu'un internat puisse être créé ou maintenu par l'Etat ou subventionné par l'Etat (article 2, §§ 1er et 2, et article 3, § 1er, 3°, et § 2). Cette mesure entraînera, inévitablement, la fermeture d'un certain nombre d'internats et, par là, une réduction des crédits de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et des subventions à charge de l'Etat. Elle constitue, par ailleurs, une "mesure de rationalisation d'institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics" visée par l'article 1er, 2°, c.

.../...

Le chapitre Ier de l'arrêté en projet est aussi une mesure d'exécution du nouvel alinéa 5, inséré dans l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 par l'article 60, 2°, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres. Cette nouvelle disposition accorde des subventions pour les internats annexés aux établissements subventionnés d'enseignement primaire ou secondaire ordinaire qui répondent aux conditions fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres; l'article 3, § 1er, de l'arrêté en projet fixe ces conditions et l'article 17 abroge un arrêté royal du 20 août 1985 qui réglait le même objet.

Le chapitre II de l'arrêté en projet prévoit la transformation d'internats annexés à des établissements d'enseignement de l'Etat en internats autonomes ou en homes d'accueil (articles 7, 14 et 15) et modifie en conséquence plusieurs dispositions légales ou réglementaires (articles 8 à 13).

L'article 2, e, de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial définit comme suit le home d'accueil : "tout internat où des handicapés sont hébergés en vue de leur permettre de fréquenter comme externes un établissement ou une section d'enseignement spécial". Mais la loi précitée ne contient aucune disposition relative à l'organisation des homes d'accueil; la seule disposition dans laquelle il en soit fait mention est l'article 16 qui les soumet à l'inspection éducative organisée par le Roi.

La loi du 6 juillet 1970 n'attribue donc pas au Roi le pouvoir de créer des homes d'accueil. La loi du 29 mai 1959 non plus. Elle porte seulement (article 3, § 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 6 juillet 1970 et la loi du 18 septembre 1981) que "l'Etat organise un enseignement ... spécial et crée, là où le besoin s'en fait sentir, les établissements et sections d'établissements nécessaires à cet effet". On peut admettre que cette dernière disposition autorise l'Etat à créer des établissements d'enseignement spécial comportant un internat.

Il résulte des explications des délégués du Gouvernement que l'article 7 ne doit pas permettre de transformer un internat attaché à un établissement d'enseignement ordinaire de l'Etat en home d'accueil. Il a pour but de permettre, d'une part, de transformer un internat annexé à un établissement d'enseignement ordinaire en internat autonome pour élèves de l'enseignement ordinaire et, d'autre part, de transformer un internat annexé à un institut d'enseignement spécial en home d'accueil. L'application de l'article 7 ainsi interprété peut procurer des économies de frais de fonctionnement, un home d'accueil unique pouvant héberger les élèves de plusieurs établissements d'enseignement spécial.

Cet article 7 s'inscrit donc dans les limites tracées par l'article 1er, 2°, de la loi du 27 mars 1986. Mais il devrait être rédigé comme suit de façon à exprimer plus clairement les intentions des auteurs du projet :

"Un internat annexé à un établissement d'enseignement ordinaire organisé par l'Etat ou un internat annexé à un institut d'enseignement spécial organisé par l'Etat peut être transformé en internat autonome ou en home d'accueil par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres".

II. EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la manière suivante :

.../...

"Arrêté royal n° ... portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat".

PREAMBULE.

Il s'indique de viser au préambule les lois et arrêtés royaux que le projet tend à modifier en indiquant spécialement les articles qui subissent des modifications et en rappelant les modifications déjà subies et qui sont encore en vigueur.

DISPOSITIF.

Remarques générales :

1. Dans tout le projet, il y a lieu d'omettre les mots "du présent article" et "du présent arrêté".

2. Dans le texte français, l'usage recommande d'écrire "Chapitre 1er".

3. Le projet se subdivise en quatre chapitres. Il serait plus clair de regrouper en un chapitre III, intitulé "Dispositions modificatives et abrogatoires", les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 17.

Le chapitre II contiendrait ainsi les trois dispositions consacrées aux internats autonomes et aux homes d'accueil organisés par l'Etat.

+

Article 1er.

Paragraphe 1er :

1. Au début de ce paragraphe, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "Le présent chapitre ...".

2. Il résulte de l'adjectif "ordinaire" qui suit les mots "enseignement fondamental et secondaire" dans le 1° et le 3° de cet article, que le chapitre Ier de l'arrêté en projet ne s'appliquera pas aux établissements d'enseignement spécial comportant un internat (1). Les termes "internats autonomes", employés dans le 2° et le 4° du même article, excluent pareillement les pensionnats pour enfants handicapés.

3. A l'alinéa 2, les mots "visés à l'alinéa 1er du présent article" sont superflus et doivent être omis.

Paragraphe 2 :

Ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par élève interne régulièrement inscrit, l'interne qui est inscrit dans l'un des établissements suivants :

.../...

---

(1) Ces établissements sont dénommés "instituts d'enseignement spécial" (article 2 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial).

1° dans un établissement organisé par l'Etat d'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire ou d'enseignement supérieur;

2° dans un établissement subventionné par l'Etat d'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire ;

3° dans un centre d'enseignement à horaire réduit organisé ou subventionné par l'Etat".

Article 2.

Paragraphe 1er :

Ce paragraphe est rédigé de la manière suivante :

"Pour être créé, un internat organisé par l'Etat doit compter, au 1er septembre de l'année scolaire de création, un minimum de 30 élèves internes régulièrement inscrits".

Or, il résulte de l'alinéa 1er du rapport au Roi que l'arrêté en projet a pour but la rationalisation des internats mais également de mettre fin à toute nouvelle création d'internat. L'article 6 du projet confirme aussi la décision de ne plus créer de nouvel internat. Il existe dès lors une discordance entre le paragraphe 1er et l'intention du Gouvernement, exposée dans le rapport au Roi.

Pour ce motif, le Conseil d'Etat estime ne pas devoir proposer de texte pour le paragraphe 1er.

.../...

Paragraphe 3 :

1. On ne voit pas pourquoi ce paragraphe attribue un pouvoir aux Ministres (au pluriel) alors qu'il résulte de la suite du texte que chacun d'eux décide seul du sort des internats placés sous son autorité.

2. Il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français de ce paragraphe, qui peut donner lieu à des divergences dans l'application de cette disposition.

Le texte néerlandais porte "de Rijksinternaten" ce qui implique que le Ministre doit prendre une décision pour l'ensemble des internats qui comptaient vingt et un élèves au 1er octobre 1985, les supprimer tous ou les maintenir tous jusqu'au 1er octobre 1986; le texte français porte "un internat de l'Etat", ce qui implique que le Ministre prend des décisions cas par cas : le Ministre pourrait, par exemple, supprimer un internat qui comptait vingt-cinq élèves parce qu'il existe dans la même localité ou dans une localité voisine un autre internat, et maintenir un autre internat comptant le même nombre d'élèves parce qu'il n'y a pas d'autre internat à proximité.

Selon les délégués du Gouvernement, la version française doit être préférée.

Le texte suivant est proposé pour les paragraphes 2 et 3 :

"§ 2. Un internat organisé par l'Etat ne peut être maintenu que s'il a compté un minimum de trente élèves internes régulièrement inscrits au 1er octobre de l'année précédente.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le Ministre de l'Education nationale compétent peut maintenir pour l'année scolaire 1986-1987 un internat de l'Etat qui comptait au moins vingt et un élèves internes régulièrement inscrits au 1er octobre 1985 pour autant que le minimum de trente soit atteint au 1er octobre 1986".

Article 3.

Paragraphe ler :

Ce paragraphe fixe les conditions requises pour qu'un internat puisse être subventionné par l'Etat. Ces conditions sont calquées sur celles de l'article 24, § 2, de la loi du 29 mai 1959.

Le 1°) correspond à l'alinéa 2, 4°, de l'article 24, § 2. Dans le texte français, il convient d'insérer les mots "subventionné par l'Etat" entre les mots "établissement" et "d'enseignement". Il ne se concevrait en effet pas qu'un internat puisse être subventionné alors que l'établissement dont il dépend ne l'est pas.

Le 2°) correspond au 6°) de l'article 24, § 2, alinéa 2. Il se réfère, quant aux conditions d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité à celles qui sont fixées par l'article ler d'un arrêté royal du 18 novembre 1957. Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà dit à de nombreuses reprises, il est préférable de ne pas se référer, dans un texte de loi, à un arrêté royal déterminé qui peut à tout moment être abrogé ou remplacé par un autre. Ce 2°) devrait donc être rédigé comme suit :

"2° être établi dans des locaux qui répondent aux conditions fixées par le Roi en matière d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité".

Au 4°, il est proposé d'écrire dans le texte français "les lois sur l'emploi des langues".

.../...

De l'accord des délégués du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour le 5° :

"5° demander un prix moyen de pension journalière qui soit au minimum égal au montant du prix de base de la pension journalière demandé dans les internats de l'Etat aux élèves du même niveau d'enseignement et au maximum égal au double de ce montant;".

Le 6° reproduit la condition prévue par le 9° de l'article 24, § 2, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959. Il serait cependant préférable de le rédiger comme suit :

"6° disposer d'un personnel qui ne risque pas de mettre en danger la santé des élèves;".

Paragraphe 3 :

Ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Un internat peut être annexé à un établissement d'enseignement dépendant d'un autre pouvoir organisateur par une convention conclue entre les deux pouvoirs organisateurs selon le modèle fixé par le Ministre de l'Education nationale compétent".

Article 4.

1. L'énumération du paragraphe 2 est coupée par une phrase incidente placée à la fin du a), ce qui est un procédé à proscrire. Il convient d'écrire :

"a) ... sont additionnés, les points d'implantation devant compter chacun ...;".

.../...

2. Dans le texte du b), du c) et du d), du même paragraphe, l'expression "qui fréquentent un internat" doit être remplacée par les termes "hébergés dans un internat ...".

3. Le d) serait plus clairement rédigé de la manière suivante :

"d) les élèves de l'enseignement supérieur subventionné et ceux de l'enseignement spécial qui sont hébergés dans un internat n'entrent pas en ligne de compte".

4. Le texte néerlandais du paragraphe 3 serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "Article 6" et non "Artikel 6". Cette observation vaut également pour l'article 8.

2. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Sans préjudice de l'article 3, § 2, aucun internat ne sera créé par l'Etat et aucun internat qui ne répondait pas aux conditions d'octroi de subventions pendant l'année scolaire 1985-1986 ne sera admis aux subventions entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 30 juin 1992".

3. L'énumération du paragraphe 2 est coupée par une phrase incidente entre le c) et le d), ce qui est un procédé à proscrire. Cette phrase devrait constituer un alinéa 2 du paragraphe 2 commençant par les mots :

"Les internats visés à l'alinéa 1er, c), qui désirent fusionner ...".

.../...

Dans ce texte, il convient de préciser si la condition d'avoir compté vingt et un élèves est exigée de chacun des établissements ou de l'ensemble de ceux-ci.

4. Le a), le b) et le c) du paragraphe 2 font mention des internats qui répondent ou répondaient "aux conditions des articles 2 et 3" alors qu'il est clair que ces internats doivent remplir ou bien les conditions de l'article 2, s'ils sont organisés par l'Etat, ou bien celles de l'article 3, s'ils sont subventionnés par l'Etat. Il faut donc écrire "... aux conditions des articles 2 ou 3 ...".

5. Au même paragraphe, les mots "ou en homes d'accueil" doivent être omis du d) de l'énumération, ces homes étant régis par la législation relative à l'enseignement spécial.

Article 7.

Pour cet article, un texte a été proposé à la fin des observations générales.

Article 8.

Le paragraphe 1er doit être rédigé comme suit :

"§ 1er. L'article 1er, 2°, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié par la loi du 11 juillet 1973, est complété par les mots : ...".

.../...

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 3, § ler, 2, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1970, les mots ...".

Article 9.

Dans le texte français de l'article 83, alinéa ler, en projet, les mots "les groupes d'écoles" doivent être remplacés par les mots "les groupements d'écoles".

Article 10.

Au 3°, il convient d'écrire :

"3° dans l'article 2, les mots "ou home d'accueil" sont insérés entre les mots "Institut de l'Etat" et les mots "et par année scolaire";".

Aux 4°, 5° et 6°, il faut écrire dans le texte français "ou du home d'accueil" au lieu de "et au home d'accueil".

Article 11.

Il y a lieu d'écrire :

"Article 11.-

A l'article 3, § ler, alinéa ler, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 6 juillet 1970 et par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, les mots ...".

.../...

Article 12.

Il n'est pas indiqué de modifier un arrêté royal ordinaire par un arrêté de pouvoirs spéciaux car le nouveau texte qui en résulte ne pourra être modifié que par une loi.

Article 13.

Cet article appelle la même observation que l'article 12.

L'arrêté royal du 26 février 1965 déterminant les fonctions du Ministère de l'Education nationale et de la Culture auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement a été modifié par les arrêtés royaux des

- 23 août 1967;
- 2 décembre 1969;
- 18 novembre 1976;
- 14 avril 1977;
- 22 mai 1978;
- 10 octobre 1980.

Certains de ces arrêtés n'ont été publiés que par mention.

Il convient de remplacer tout l'article 1er de l'arrêté royal du 26 février 1965 par un nouveau texte complet qui ferait l'objet d'un arrêté royal ordinaire et serait publié intégralement au Moniteur belge.

A cette occasion, il y aurait lieu d'omettre de l'énumération les établissements qui relèvent actuellement des Communautés.

.../...

Article 14.

1. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Il y a un emploi d'administrateur dans chaque internat ou home d'accueil".

2. Le début du paragraphe 2 pourrait être rédigé de façon plus précise comme suit :

"§ 2. La comptabilité est tenue par un des surveillants-éducateurs de l'internat ou du home d'accueil".

La suite du même paragraphe ne précise pas les conditions dans lesquelles la tenue de la comptabilité peut être confiée à un autre membre du personnel. Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre de l'Education nationale que ce n'est pas seulement en cas d'absence du comptable en titre ou de vacance de l'emploi que la comptabilité peut être confiée à un autre membre du personnel, mais de façon permanente. Le texte suivant exprimerait mieux l'intention des auteurs du projet :

"... Elle peut aussi être tenue par un membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi, en attendant sa réaffectation définitive".

Article 15.

Le mot "royal" devrait être omis.

.../...

Article 16.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 16.-

L'article 32, § 2, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 1er août 1985, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Une subvention forfaitaire annuelle de 187.970 francs est accordée aux écoles fondamentales ou secondaires ordinaires qui ont un internat et aux internats autonomes, qui répondent aux conditions de rationalisation et de programmation fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres; une subvention de fonctionnement de 5.639 francs par élève interne de l'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire leur est en outre accordée".

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Volgens de aanhef van het ontworpen besluit ontleent dit zijn rechtsgrond aan de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid aan de artikelen 1, 2°, b en c, en 3, § 2. Artikel 3, § 2, wordt uiteraard slechts aangevoerd ter rechtvaardiging van het achterwege laten van voorafgaande raadplegingen die eventueel door wets- of verordeningsbepalingen zijn voorgeschreven.

Artikel 1, 2°, b en c, van de wet maakt niet uitdrukkelijk melding van maatregelen die inzake onderwijs genomen moeten worden. De maatregelen waarin hoofdstuk I van het ontwerp voorziet, vallen niettemin binnen de grenzen die door die wetsbepaling gesteld zijn. De fundamentele hervorming die in hoofdstuk I neergelegd is, bestaat erin dat het minimumaantal internen dat noodzakelijk is opdat een internaat door de Staat opgericht of in stand gehouden, respectievelijk gesubsidieerd kan worden (artikel 2, §§ 1 en 2 en artikel 3, § 1, 3°, en § 2) van eenentwintig op dertig wordt gebracht. Die maatregel zal onvermijdelijk de sluiting van een aantal internaten tot gevolg hebben en bijgevolg een vermindering van de werkingskredieten voor het Rijksonderwijs en van de subsidies ten laste van de Staat. Overigens is die maatregel een "in artikel 1,2°, c, bedoelde "maatregel tot rationalisatie van openbare instellingen of instellingen die gesubsidieerd worden door de openbare machten".

.../...

Hoofdstuk I van het ontworpen besluit is ook een maatregel tot uitvoering van het nieuwe vijfde lid dat in artikel 32, § 2, van de wet van 29 mei 1959 ingevoegd is bij artikel 60, 2°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen. Deze nieuwe bepaling verleent toelagen voor de internaten die verbonden zijn aan gesubsidieerde inrichtingen voor gewoon lager of secundair onderwijs die voldoen aan de voorwaarden die vastgesteld zijn bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit; artikel 3, § 1, van het ontworpen besluit stelt die voorwaarden vast en artikel 17 heft een koninklijk besluit van 20 augustus 1985 op dat dezelfde aangelegenheid regelde.

Hoofdstuk II van het ontworpen besluit voorziet in de omvorming van de internaten die verbonden zijn aan Rijksonderwijsinrichtingen, tot autonome internaten of tot tehuizen (artikelen 7, 14 en 15) en wijzigt bijgevolg verscheidene wets- of verordeningsbepalingen (artikelen 8 tot 13).

Artikel 2, e, van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs definieert het tehuis als volgt : "elk internaat waar gehandicapten worden opgenomen om hen in de mogelijkheid te stellen als externen een inrichting of afdeling voor buitengewoon onderwijs te bezoeken". De voormelde wet bevat echter geen enkele bepaling aangaande de organisatie van de tehuizen; de enige bepaling waarin er melding van wordt gemaakt is artikel 16, dat ze aan de door de Koning georganiseerde pedagogische inspectie onderwerpt.

De wet van 6 juli 1970 maakt de Koning dus niet bevoegd om tehuizen op te richten. De wet van 29 mei 1959 evenmin. Zij bepaalt enkel (artikel 3, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970 en de wet van 18 september 1981) dat "de Staat ... buitengewoon onderwijs in(richt) en waar daaraan de behoefte bestaat, de daartoe nodige inrichtingen en afdelingen van inrichtingen tot stand (brengt)". Men mag aan-

nemen dat de laatstgenoemde bepaling de Staat machtigt tot het oprichten van inrichtingen voor buitengewoon onderwijs die een internaat omvatten.

Uit de door de gemachtigden van de Regering verschafte uitleg blijkt dat artikel 7 niet bedoeld is om mogelijk te maken dat een aan een Rijksinrichting voor gewoon onderwijs verbonden internaat wordt omgevormd tot een tehuis. Het wil mogelijk maken, eensdeels dat een aan een inrichting voor gewoon onderwijs verbonden internaat wordt omgevormd tot een autonoom internaat voor leerlingen van het gewone onderwijs en anderdeels dat een internaat dat verbonden is aan een instelling voor buitengewoon onderwijs wordt omgevormd tot een tehuis. Met de toepassing van het aldus uitgelegde artikel 7 kan worden bespaard op de werkingskosten, aangezien één tehuis de leerlingen van verscheidene inrichtingen voor buitengewoon onderwijs kan opnemen.

Artikel 7 valt dus binnen de door artikel 1, 2°, van de wet van 27 maart 1986 gestelde grenzen. Maar het zou op de hiernavolgende wijze moeten worden geredigeerd, zodat het de bedoelingen van de stellers van het ontwerp duidelijker tot uiting zou brengen :

"Een internaat dat verbonden is aan een door de Staat georganiseerde inrichting voor gewoon onderwijs of een internaat dat verbonden is aan een door de Staat georganiseerd instituut voor buitengewoon onderwijs, kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit tot autonoom internaat of tot tehuis worden omgevormd".

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Er wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit nr. ... houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs".

AANHEF.

Er is aanleiding om in de aanhef te verwijzen naar de wetten en de koninklijke besluiten welke het ontwerp beoogt te wijzigen, daarbij inzonderheid opgave te doen van de artikelen die wijzigingen ondergaan en de reeds tot stand gebrachte wijzigingen die nog van kracht zijn, in herinnering te brengen.

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerkingen :

1. In heel het ontwerp moeten de woorden "van dit artikel" en "van dit besluit" vervallen.

2. Het verdient aanbeveling om in de Franse tekst overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, te schrijven : "Chapitre ler".

3. Het ontwerp telt vier hoofdstukken. De tekst zou duidelijker zijn indien de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16 en 17 werden samengebracht tot een hoofdstuk III met als opschrift "Wijzigings- en opheffingsbepalingen".

Hoofdstuk II zou dan de drie bepalingen bevatten die gewijd zijn aan de door de Staat georganiseerde autonome internaten en tehuizen.

+

Artikel 1.

Paragraaf 1 :

1. Aan het begin van deze paragraaf schrijve men in de Franse tekst : "Le présent chapitre ... ".

2. Uit het bijvoeglijk naamwoord "gewoon" dat in 1° en 3° van het artikel voorafgaat aan de woorden "basis- en secundair onderwijs", volgt dat hoofdstuk I van het ontworpen besluit geen toepassing zal vinden op de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs die een internaat omvatten (1). De termen "autonome internaten", die in 2° en 4° van hetzelfde artikel gebruikt worden, sluiten evenzo de kostscholen voor gehandicapte kinderen uit.

3. In het tweede lid zijn de woorden "in het eerste lid van dit artikel bedoelde" overtollig. Zij moeten vervallen.

Paragraaf 2 :

Het zou beter zijn deze paragraaf als volgt te stellen :

"§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder regelmatig ingeschreven interne leerling verstaan, de intern die ingeschreven is in een van de volgende inrichtingen :

.../...

---

(1) Die inrichtingen worden "instituut voor buitengewoon onderwijs" genoemd (artikel 2 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs).

1° een door de Staat georganiseerde inrichting voor gewoon basis- of secundair onderwijs of voor hoger onderwijs;

2° een door de Staat gesubsidieerde inrichting voor gewoon basis- of secundair onderwijs;

3° een door de Staat georganiseerd of gesubsidieerd centrum voor deeltijds leren".

Artikel 2.

Paragraaf 1 :

Deze paragraaf luidt aldus :

"Om opgericht te worden dient een door het Rijk georganiseerd internaat op 1 september van het schooljaar van oprichting minimum 30 regelmatig ingeschreven interne leerlingen te tellen".

Nu blijkt uit het eerste lid van het verslag aan de Koning dat het ontworpen besluit de rationalisatie van de internaten tot doel heeft, maar eveneens het instellen van een oprichtingsstop voor die internaten. Artikel 6 van het ontwerp bevestigt ook de beslissing om geen nieuwe internaten meer op te richten. Er bestaat bijgevolg een discrepantie tussen paragraaf 1 en de bedoeling van de Regering, zoals die uiteengezet is in het verslag aan de Koning.

Om die reden meent de Raad van State geen tekst te moeten voorstellen voor paragraaf 1.

.../...

Paragraaf 3 :

1. Het valt niet in te zien waarom die paragraaf de Ministers (in het meervoud) bevoegdheid verleent, terwijl verder uit de tekst blijkt dat ieder van hen over de bestemming van de onder zijn gezag geplaatste internaten alleen beslist.

2. Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van die paragraaf, wat zou kunnen leiden tot onderling afwijkende toepassingen van die bepaling.

In de Nederlandse tekst staat "de Rijksinternaten", wat betekent dat de Minister voor de gezamenlijke internaten die op 1 oktober 1985 eenentwintig leerlingen telden een beslissing moet nemen : ze alle afschaffen of ze alle tot 1 oktober 1986 in stand houden; in de Franse tekst staat "un internat de l'Etat", wat betekent dat de Minister geval voor geval een beslissing neemt : de Minister zou bijvoorbeeld een internaat dat vijfentwintig leerlingen telde, kunnen afschaffen omdat er in dezelfde of in een naburige plaats een ander internaat bestaat, en een ander internaat met hetzelfde aantal leerlingen kunnen behouden omdat er in de nabijheid geen ander internaat voorhanden is.

Volgens de gemachtigden van de Regering moet de voorkeur worden gegeven aan de Franse versie.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de paragrafen 2 en 3 :

"§ 2. Een door de Staat georganiseerd internaat mag slechts in stand gehouden worden indien het op 1 oktober van het voorgaande jaar minimum dertig regelmatig ingeschreven leerlingen telde.

"§ 3. In afwijking van paragraaf 2, kan de bevoegde Minister van Onderwijs voor het schooljaar 1986-1987 een rijksinternaat in stand houden dat op 1 oktober 1985 ten minste eenentwintig regelmatig ingeschreven leerlingen telde, voor zover het minimum van dertig bereikt wordt op 1 oktober 1986".

Artikel 3.

Paragraaf 1.

Deze paragraaf bepaalt onder welke voorwaarden een internaat door de Staat gesubsidieerd kan worden. Die voorwaarden zijn afgekeken van artikel 24, § 2, van de wet van 29 mei 1959.

De bepaling onder 1° stemt overeen met het tweede lid, 4°, van artikel 24, § 2. In de Franse tekst behoren de woorden "subventionné par l'Etat" te worden ingevoegd tussen de woorden "établissement" en "d'enseignement". Het zou immers niet goed denkbaar zijn dat een internaat gesubsidieerd kan worden, terwijl de inrichting waaraan het is toegevoegd, dat niet is.

De bepaling onder 2° stemt overeen met 6° van artikel 24, § 2, tweede lid. Ze verwijst, wat de voorwaarden inzake hygiëne, veiligheid en bewoonbaarheid betreft, naar die welke bepaald zijn bij artikel 1 van een koninklijk besluit van 18 november 1957. Zoals de Raad van State reeds herhaaldelijk heeft gezegd, is het verkieslijk in een wettekst niet te verwijzen naar een bepaald koninklijk besluit dat te allen tijde opgeheven of door een ander vervangen kan worden. De tekst onder 2° zou dan ook als volgt geredigeerd moeten worden :

"2° gevestigd zijn in lokalen die voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake hygiëne, veiligheid en bewoonbaarheid".

Voorgesteld wordt in de Franse tekst onder 4° te schrijven : "les lois sur l'emploi des langues".

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de bepaling onder 5°; de gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens :

"5° een gemiddeld dagkostgeld vragen dat ten minste gelijk is aan het bedrag van het basisdagkostgeld dat in de rijksinternaten gevraagd wordt aan de leerlingen van hetzelfde onderwijsniveau, en ten hoogste gelijk aan het dubbele van dat bedrag;".

De bepaling onder 6° neemt de voorwaarde over die gesteld is in artikel 24, § 2, tweede lid, 9°, van de wet van 29 mei 1959. Het zou evenwel verkieslijk zijn ze als volgt te redigeren :

"6° beschikken over personeel dat de gezondheidstoestand van de leerlingen niet in gevaar dreigt te brengen;".

Paragraaf 3.

Deze paragraaf zou beter als volgt geredigeerd worden :

"§ 3. Een internaat kan aan een onderwijsinrichting die afhangt van een andere inrichtende macht verbonden worden door een overeenkomst tussen de twee inrichtende machten gesloten, volgens het door de bevoegde Minister van Onderwijs vastgestelde model".

Artikel 4.

1. De opsomming van paragraaf 2 wordt onderbroken door een tussenzin aan het slot van de bepaling onder a. Die werkwijze is te verwerpen. Men schrijve :

"a) ... worden samengeteld, en de vestigingsplaatsen moeten elk ... tellen en binnen ... gelegen zijn;".

2. In de tekst onder b), c) en d) van dezelfde paragraaf moet de uitdrukking "die een internaat bezoeken" vervangen worden door de uitdrukking "die in een internaat verblijven ...".

3. De bepaling onder d) kan duidelijker gesteld worden als volgt :

"d) de leerlingen van het gesubsidieerd hoger onderwijs en die van het buitengewoon onderwijs die in een internaat verblijven, komen niet in aanmerking".

4. In de Nederlandse tekst van paragraaf 3 schrijve men :

"§ 3. Naar gelang van de beschikbare plaatsen en op voorwaarde dat de inrichtende macht van de betrokken onderwijsinrichting ermee instemt, kunnen de internaten leerlingen van scholen uit een ander onderwijsnet opnemen".

Artikel 6.

1. In de Franse tekst schrijve men "Article 6" en niet "Artikel 6". Die opmerking geldt eveneens voor artikel 8.

2. Paragraaf 1 zou beter als volgt geredigeerd worden :

"§ 1. Onverminderd artikel 3, § 2, wordt geen enkel internaat door de Staat opgericht en wordt geen enkel internaat dat gedurende het schooljaar 1985-1986

niet voldeed aan de subsidievoorwaarden in de subsidieregeling opgenomen tussen de datum van inwerkingtreding van dit besluit en 30 juni 1992".

3. De opsomming van paragraaf 2 wordt onderbroken door een tussenzin tussen c) en d). Die werkwijze is te verwerpen. Die volzin zou een tweede lid van paragraaf 2 moeten vormen, beginnend met de woorden :

"De internaten bedoeld in het eerste lid, c), die gedurende het schooljaar 1986-1987 een fusie wensen aan te gaan, ...".

In die tekst behoort te worden gepreciseerd of de voorwaarde eenentwintig leerlingen te hebben geteld vereist wordt van elke inrichting of van de gezamenlijke inrichtingen.

4. De bepalingen onder a), b) en c) van paragraaf 2 maken melding van de internaten die voldoen of voldeden "aan de voorwaarden van de artikelen 2 en 3", terwijl het duidelijk is dat die internaten ofwel aan de voorwaarden van artikel 2 moeten voldoen, indien ze door de Staat zijn georganiseerd, ofwel aan die van artikel 3, indien ze door de Staat zijn gesubsidieerd. Men schrijve derhalve : "... aan de voorwaarden van de artikelen 2 of 3 ...".

5. In dezelfde paragraaf moeten de woorden "of tehuis" weggelaten worden uit de tekst onder d) van de opsomming, aangezien op die tehuizen de wetgeving betreffende het buitengewoon onderwijs van toepassing is.

.../...

Artikel 7.

Voor dit artikel is een tekst voorgesteld aan het slot van de algemene opmerkingen.

Artikel 8.

Paragraaf 1 moet als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Artikel 1, 2°, van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, wordt aangevuld met de woorden : ...".

In paragraaf 2 schrijve men :

"In artikel 3, § 1, 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970, worden de woorden ...".

Artikel 9.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 83, eerste lid, moeten de woorden "les groupes d'écoles" vervangen worden door de woorden "les groupements d'écoles".

Artikel 10.

In de bepaling onder 3° schrijve men :

"3° in artikel 2 worden tussen het woord "Rijksinstituut" en de woorden "en voor elk schooljaar" de woorden "of tehuis" ingevoegd;".

.../..

In de Franse tekst van 4°, 5° en 6° schrijve men : "ou du home d'accueil" in plaats van "et au home d'accueil".

Artikel 11.

Men schrijve :

"Artikel 11.-

In artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970 en bij het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986, worden tussen de woorden ...".

Artikel 12.

Het is niet raadzaam een gewoon koninklijk besluit te wijzigen bij een bijzondere-machtenbesluit, want de nieuwe tekst die daaruit ontstaat kan alleen bij een wet worden gewijzigd.

Artikel 13.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 12.

Het koninklijk besluit van 26 februari 1965 tot vaststelling van de betrekkingen bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur waaraan het voordeel van kosteloze inwoning verbonden is, is gewijzigd bij de koninklijke besluiten van :

- 23 augustus 1967;
- 2 december 1969;
- 18 november 1976;
- 14 april 1977;
- 22 mei 1978;
- 10 oktober 1980.

Sommige van die besluiten zijn alleen bij vermelding bekendgemaakt.

Het hele artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 februari 1965 behoort te worden vervangen door een nieuwe volledige tekst die kan worden vastgesteld bij een gewoon koninklijk besluit en in zijn geheel dient te worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Die gelegenheid zou moeten worden aangegrepen om de opsomming achterwege te laten van de inrichtingen die thans onder de Gemeenschappen ressorteren.

Artikel 14.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. In ieder internaat of tehuis is er een ambt van beheerder".

2. Het begin van paragraaf 2 zou op de volgende wijze nauwkeuriger kunnen worden gesteld :

"§ 2. De boekhouding wordt gevoerd door een van de studiemeesters-opvoeders van het internaat of het tehuis".

.../...

Verderop in dezelfde paragraaf wordt niet nader bepaald onder welke voorwaarden het voeren van de boekhouding aan een ander personeelslid kan worden opgedragen. Uit de uitleg die de gemachtigde van de Minister van Onderwijs verschaft heeft, blijkt dat niet alleen bij afwezigheid van de vaste boekhouder of bij vacature van de betrekking de boekhouding aan een ander personeelslid kan worden opgedragen, maar doorlopend. De volgende tekst zou de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter tot uiting brengen :

"... Zij kan ook worden gevoerd door een in afwachting van een definitieve nieuwe dienstaanwijzing wegens ontstentenis van betrekking in disponibiliteit gesteld van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel".

Artikel 15.

Het woord "koninklijk" zou moeten vervallen.

Artikel 16.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 16.-

Artikel 32, § 2, vijfde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, wordt vervangen door het volgende lid :

.../...

"Een jaarlijkse forfaitaire toelage van 187.970 frank wordt toegekend aan de gewone basis- of secundaire scholen die een internaat hebben en aan de autonome internaten, die voldoen aan de rationalisatie- en programmatievoorwaarden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit; daarenboven wordt hun, per interne leerling van het gewone basis- of secundair onderwijs, een werkingstoelage van 5.639 frank toegekend".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.